



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 19 AVRIL 2017

Charles Antoine Bambara : *Mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- Activités des composantes de la MONUSCO
- Activités de l'Equipe-pays
- Situation militaire

DECLARATION DE LA MONUSCO SUR LES DERNIERS DEVELOPPEMENTS POLITIQUES EN RDC

Dans le cadre de la mission de bons offices confiés par la Résolution 2348, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Maman Sambo Sidikou, rencontre tous les protagonistes de la crise pour essayer de trouver les voies et moyens de mettre en œuvre intégralement et de bonne foi, l'Accord du 31 décembre.

Dimanche, il a reçu une délégation du Rassemblement. Et depuis, lundi il a reçu d'autres acteurs politiques de la majorité comme de l'opposition, parties prenantes à l'Accord du 31 décembre 2016 y compris la CENCO et la société civile.

Pour la MONUSCO, il n'y a pas d'alternative à la mise en œuvre complète de l'Accord du 31 décembre 2016 tel que stipulé par la résolution 2348 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous devons tous travailler ensemble pour surmonter les obstacles à la tenue des élections crédibles d'ici à la fin de cette année 2017.

Activités composantes de la MONUSCO

Bureau du Représentant spécial adjoint chargé de l'état de droit et des opérations :

Le 14 avril, huit Sud-Soudanais, qui avaient été hébergés au Camp Munigi, en province du Nord-Kivu depuis le mois de septembre 2016, ont été volontairement rapatriés à Juba à partir de l'aéroport de Goma.

Les 8 individus figuraient parmi les personnes qui avaient traversé la frontière de la RDC au Parc national de Garamba au mois d'août 2016. La MONUSCO s'emploie à fournir une assistance humanitaire à ces personnes

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

tandis que les Gouvernements de la RDC, du Soudan du Sud et les communautés régionale et internationale cherchent une solution à leur déplacement.

Le rapatriement volontaire de ces 8 personnes, le 14 avril, est le fruit de la coopération entre les Gouvernements de la RDC et du Soudan du Sud. Les 8 personnes ont déclaré qu'elles retournaient volontairement au Soudan du Sud, comme des civils. Le vice-ministre de la Défense de la RDC, l'Ambassadeur du Soudan du Sud en RDC, le Représentant spécial adjoint de l'ONU en RDC, David Gressly, au nom de la MONUSCO et le représentant du Mécanisme conjoint de vérification élargi de la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (CIRGL), ont assisté à leur départ à bord d'un avion affrété par le Gouvernement de la RDC pour la circonstance.

Les Nations Unies continueront à travailler avec les Gouvernements de la RDC et du Soudan du Sud ainsi que les communautés internationale et régionale pour trouver des solutions pour permettre au reste des Sud-Soudanais, encore sous la charge de la MONUSCO de quitter la RDC.

La MONUSCO a le plaisir de confirmer que tous les seize employés qui avaient été retenus par d'anciens combattants sud-soudanais SPLM-IO ont été libérés du camp de Munigi.

Le camp reste calme et sous le contrôle de la MONUSCO. Tous les employés retenus sont retournés chez eux hier nuit. Il n'y a eu aucune victime. La MONUSCO va ouvrir une enquête sur cet incident.

Information publique :

A Kalemie, le gouverneur de province du Tanganyika, Richard Ngoy Kitangala, a procédé samedi dernier, à la réouverture officielle au trafic du pont Kituku.

La réhabilitation du pont Kituku intervient après la visite de travail effectuée par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en RD Congo, David Gressly, en janvier 2017, dans la province du Tanganyika. Au cours de cette visite, monsieur Gressly avait promis l'appui de la MONUSCO à la réhabilitation de cet ouvrage.

Ainsi, depuis samedi 15 avril, le Pont Kituku a retrouvé ses usagers et permet un accès facile au quartier général de la MONUSCO-Kalemie.

Pour rappel, le pont Kituku est un ouvrage construit dans les années 2000. Il a subi plusieurs dommages rendant notamment l'accès difficile à l'aéroport de Kahina.

En 2002, la MONUSCO, à l'époque MONUC, était intervenue pour des travaux de réhabilitation plus durables.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

En décembre 2016, le pont Kituku s'est affaissé à nouveau suite aux pluies diluviennes qui se s'étaient abattues sur Kalemie, isolant plusieurs zones dont la Base de la MONUSCO du reste de la ville.

Le 12 avril, la section Protection de l'enfant de la MONUSCO a organisé et facilité un atelier d'échange sur le thème « Les forces de sécurité de la RDC sont engagées dans la lutte contre les abus commis sur les enfants ».

Cet atelier a été l'occasion pour 100 officiers des FARDC de la 3^{ème} zone de défense, dont 10 femmes, de poser des questions très concrètes sur la loi congolaise et internationale contre l'utilisation et le recrutement d'enfants dans les conflits ainsi que les mesures de protection des enfants en zone de conflit.

Le 13 avril, le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'homme (BCNUDH-Butembo-Lubero) a organisé une formation de deux jours à l'intention des activistes de la société civile et des ONG de défense des droits de l'Homme de la commune rurale de Lubero.

Durant deux jours, 62 activistes, dont 20 femmes, ont échangé sur le thème de la promotion, la protection et la défense des droits politiques et des libertés publiques en période électorale.

A Bukavu, le lundi 17 avril, la Force de la MONUSCO, à travers la Brigade du Sud-Kivu, a procédé à la remise d'une dizaine de panneaux solaires, de batteries, de convertisseurs, de trois groupes électrogènes ainsi que des accessoires nécessaires à la 33^{ème} région militaire des FARDC.

Ce geste s'inscrit dans le cadre de l'appui logistique aux opérations militaires que mènent les FARDC contre les forces négatives dans la province du Sud-Kivu.

Point sur le soutien des Nations Unies aux opérations de révision du fichier électoral en République démocratique du Congo :

Une dernière rotation par hélicoptère entre Kinshasa et Kasongo-Lunda (province du Kwango) a clôturé ce mercredi 19 avril 2017 les opérations aériennes de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) en soutien à la révision du fichier électoral actuellement en cours dans le pays.

Au total, ce sont près de 3 900 tonnes de matériel composé de kits bureautiques, kits d'enregistrement, cartes d'électeurs et générateurs qui ont été transportées entre le 28 octobre 2016 et le 19 avril 2017 par quatre avions cargos Iliouchine 76 et C-130 Hercules et seize hélicoptères MI-8 affrétés spécialement pour l'occasion par la MONUSCO.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

En réponse à une requête formulée par la CENI en décembre 2015, il était prévu que les Nations Unies, et notamment la MONUSCO, assurent le transport aérien du matériel de révision du fichier électoral depuis Kinshasa vers 15 centres et 107 antennes particulièrement difficiles d'accès, soit environ un peu moins de la moitié des antennes.

Cette opération a été marquée par le déploiement de quatre avions cargos à Mombasa (Kenya) afin d'accélérer l'arrivée sur le territoire congolais de 11 500 générateurs achetés en Chine par la CENI. Pendant 23 jours, entre le 22 février et le 14 mars 2017, 49 vols ont été effectués de Mombasa (Kenya) vers Dungen, Isiro, Kindu, Kisangani, Kananga, Mbuji Mayi et Kinshasa, permettant ainsi de gagner trois semaines de transport par rapport aux prévisions initiales de livraison au port de Matadi.

Le soutien de l'Organisation des Nations Unies à la révision du fichier électoral est décrit dans la Résolution 2277 du Conseil de sécurité. Outre le soutien logistique, il s'agissait d'apporter une assistance technique aux opérations de révision du fichier électoral actuellement en cours et de promouvoir un processus électoral inclusif, crédible et transparent via les bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies.

Ce mandat a été confirmé par la Résolution 2348, adoptée par le Conseil de sécurité le 31 mars 2017, qui stipule que l'appui à la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre 2016 et du processus électoral constitue l'une des priorités stratégiques de la MONUSCO.

Le soutien de la MONUSCO en chiffres :

- Début des opérations aériennes : 28 octobre 2016
- Fin des opérations aériennes : 19 avril 2017
- Nombre de vols par avion : 163
- Nombre de tonnes transportées par avion : 2 903
- Nombre de rotations hélicoptère : 467
- Nombre de tonnes transportées par hélicoptère : 925
- Convois routiers : 3 pour un total de 101,5 tonnes

Activités de l'Equipe-pays

Messages clés du Représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en République démocratique du Congo, Dr Allarangar Yokouide, à l'occasion de la Journée mondiale de la santé.

- La Journée mondiale de la santé est célébrée chaque année le 7 avril pour marquer l'anniversaire de la création de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), offrant ainsi une occasion unique de mobiliser l'action autour d'un thème spécifique de santé qui concerne le monde entier. Pour cette année 2017, le thème de la campagne est « la dépression » et le slogan est « dépression, parlons-en ».

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

- Qu'est-ce que la dépression ?

La dépression est une maladie qui se caractérise par une tristesse persistante, une perte d'intérêt pour les activités qui, normalement, procurent du plaisir et une incapacité à accomplir les tâches quotidiennes. On parle de dépression si ces symptômes sont présents pendant deux semaines au moins. La dépression se manifeste généralement, par les symptômes ou signes suivants : perte d'énergie, modification de l'appétit, insomnie ou hypersomnie, anxiété, difficultés de concentration, difficultés à prendre des décisions, agitation, sentiments d'inutilité, de culpabilité ou de désespoir, pensées autour de l'automutilation ou du suicide. La dépression peut toucher n'importe qui.

Elle provoque une détresse morale et a une incidence sur l'aptitude des personnes à effectuer les tâches de la vie quotidienne, avec parfois des conséquences désastreuses sur les relations avec la famille et les amis et sur l'aptitude des personnes touchées à gagner leur vie. Dans le pire des cas, la dépression peut conduire au suicide, lequel représente désormais la deuxième cause de décès chez les 15-29 ans. Chaque année, près de 800 000 personnes meurent en se suicidant. La dépression est le facteur de risque le plus important pour le suicide.

- Quels sont les facteurs de risque de la dépression ?

Les principales causes de la dépression peuvent se résumer ainsi : perte d'un être cher, pauvreté, chômage, rupture sentimentale, maladie physique, usage nocif de l'alcool, consommation de drogues illicites, ou encore des situations traumatiques telles que les violences et les guerres.

- Bien qu'il existe des traitements connus et efficaces pour combattre la dépression, moins de la moitié des personnes affectées dans le monde (souvent moins de 10% dans certains pays en développement) bénéficient de tels traitements. Le manque de ressources, la pénurie de soignants qualifiés et la stigmatisation sociale liée aux troubles mentaux sont autant d'obstacles à l'accès aux soins efficaces.
- Les écoles de santé et les facultés de médecine forment des infirmiers et des médecins pour la prise en charge des maladies mentales, dont la dépression, mais leur nombre est encore insuffisant pour un grand pays comme la République démocratique du Congo (RDC). Il faut davantage de compétences dans ce domaine et des services de santé mentale accessibles aux malades. Il y a un besoin d'investir dans la santé mentale. En moyenne, seulement 3 % des budgets publics pour la santé sont alloués à la santé mentale, et ce chiffre varie de moins de 1 % dans les pays à faible revenu à 5 % dans ceux à revenu élevé.
- Sur le plan économique, les investissements dans la santé mentale se justifient amplement car chaque dollar ou chaque euro investi pour le traitement de la dépression et de l'anxiété en rapporte quatre en termes d'amélioration de la santé et de capacité au travail. Le manque d'accès aux soins de la dépression et de l'anxiété aboutit à une perte économique mondiale qui se chiffre à environ 1 000 milliards de dollars US par an, pesant sur les familles, les employeurs et les gouvernements.
- Aujourd'hui la dépression touche plus de 300 millions de personnes dans le monde, avec une augmentation de plus de 18 % de 2005 à 2015. Elle est la principale cause d'incapacité à l'échelle mondiale et contribue fortement à la charge mondiale de la maladie. Près de 30 millions de personnes souffrent de cette affection

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

dans la région africaine. En RDC, le Programme national de la santé mentale estimait à près de 2 millions le nombre de personnes souffrant de la dépression en 2015.

- Avec des soins, une aide psychosociale et des médicaments appropriés, des dizaines de millions de personnes souffrant de troubles mentaux, et notamment de dépression, pourraient commencer à mener une vie normale – même lorsque les ressources sont limitées.
- Les individus, les familles, et les communautés peuvent prendre des mesures pour prévenir la dépression, en aidant à éviter des situations stressantes, l'usage nocif de l'alcool et la consommation de drogues. Une alimentation équilibrée et l'exercice physique peuvent améliorer le bien-être et prévenir la dépression. La dépression est évitable et elle est traitable si elle est diagnostiquée tôt et prise en charge.
- L'OMS a publié des lignes directrices pour permettre aux pays d'améliorer les services de soins de santé pour les personnes atteintes de troubles mentaux. Ce document a été élaboré avec le concours des experts en santé mentale des Etats membres, y compris de la RDC.
- Vous comprendrez aisément, Mesdames et Messieurs les journalistes, chers collègues, que chacun de nous a un rôle clé à jouer dans la prévention et la prise en charge de la dépression.

Le HCR a distribué des articles ménagers essentiels aux déplacés internes de Lukwangulo 2 :

Le bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à Kalemie a distribué des articles ménagers essentiels à 665 ménages de 3 167 déplacés internes du site de Lukwangulo 2 dans la province du Tanganyika les 12 et 13 avril 2017. Les femmes sont les chefs de 360 des 665 ménages bénéficiaires. Les 3 167 déplacés internes qui ont reçu cette assistance sont comptés parmi les plus vulnérables de ce site. Ils ont notamment reçu des bâches, des habits, des jerrycans, des couvertures et des ustensiles de cuisine.

Le site de Lukwangulo 2 est l'un des 10 sites spontanés de déplacés internes autour de Kalemie. Ce site accueille depuis mi-janvier 2017 des déplacés qui ont tenté d'échapper aux affrontements intercommunautaires dans les territoires de Nyunzu, Kalemie, Manono, Moba et Kabalo. Ce conflit a atteint son pic en février 2017 mettant plus de 116 000 personnes dans une situation humanitaire précaire.

Les besoins d'assistance sur les sites de déplacés sont immenses. Le HCR et ses partenaires continuent à faire du plaidoyer pour assister tous les déplacés internes de la province ainsi que ceux des autres sites.

Café-Genre le vendredi 21 avril 2017 à l'Université Protestante du Congo (UPC) :

« Les regards croisés dans le domaine de lutte contre les violences sexuelles » sera le thème de la deuxième édition du Café-Genre institué par ONU-Femmes en République Démocratique du Congo (RDC). Il se tiendra le vendredi 21 avril 2017 de 09h00 à 13h00 à l'Université Protestante du Congo (UPC).

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Aujourd'hui, plus que jamais, les autorités congolaises et les autres partenaires s'investissent pour changer le narratif de la RDC à travers les actions coordonnées dans le cadre de la lutte contre les violences sexuelles.

D'autres nations font face à ce fléau et elles ont mis en place des stratégies de lutte contre les violences sexuelles. Ce thème offre une opportunité pour partager l'expérience de plusieurs pays à savoir le Brésil, le Soudan du Sud et le Maroc dans la lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre. Il sera ainsi possible d'apprécier les progrès réalisés par ces différents pays et plus particulièrement la RDC ; d'échanger les expériences dans le domaine de la lutte contre les violences sexuelles et de bâtir sur les acquis des uns et des autres.

Les conclusions et recommandations du Café-Genre seront partagées pour usage et intégration dans les politiques, stratégies et programmes de promotion de genre mis en œuvre en RDC.

Ce Café-Genre sera animé par de nombreuses personnalités dans le domaine du genre notamment le Représentant Personnel du Chef de l'Etat en charge de la lutte contre les violences sexuelles et recrutement d'enfant et les ambassadeurs de Grande-Bretagne, Brésil, Soudan du Sud et Maroc.

Inauguration de la bibliothèque du développement durable au bureau du PNUD de Goma :

La bibliothèque du développement durable installée au sein du bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de Goma, inaugurée ce mercredi 19 avril 2017, se veut un lieu d'échanges et de réflexion. Elle permet l'accès à la lecture et contribue à un enrichissement éducatif, culturel et personnel chez les bénéficiaires et surtout chez les jeunes.

Le PNUD s'est engagé à encourager et accompagner les initiatives novatrices, à travers un fonds appelé « Fonds Local pour l'Innovation ». Créé en 2016, ce fonds est consacré à la mise en œuvre d'idées innovantes proposées et mises en œuvre par le personnel. C'est dans ce cadre que l'idée de la création d'une bibliothèque du développement durable a été proposée. A travers les efforts de l'équipe du PNUD, l'appui constant du Comité Local pour les Innovations et l'élan de solidarité des collègues pendant la campagne de donations, la bibliothèque compte aujourd'hui 354 ouvrages. La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence du Directeur Pays du PNUD, Mme Priya Gajraj, et des représentants des organisations des Nations Unies, des universités et écoles supérieures de Goma.

PNUD : Vers la finalisation de la stratégie de priorisation des dossiers des crimes contre la paix et sécurité de l'humanité

L'analyse de la stratégie de priorisation des dossiers des crimes contre la paix et sécurité de l'humanité est au centre des débats qui se sont ouverts le 18 avril 2017 à Kinshasa entre les auditeurs militaires et les procureurs, les présidents des juridictions civiles et militaires et d'autres experts venus des ministères de la Justice, de la Défense nationale et anciens combattants.

Les participants étudient la meilleure façon d'impliquer les ministères de la Justice et de la Défense nationale dans la dynamique de l'approche de priorisation des dossiers des crimes internationaux ainsi que pour le suivi

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

de leur traitement. Les travaux démontrent la nécessité de disposer d'une feuille de route devant conduire à l'élaboration et l'adoption d'une stratégie nationale des poursuites des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. Le ministre de la Justice et Droits humains sortant, Alexis Thambwe Mwamba, a assuré les participants du soutien du Gouvernement congolais dans l'application des résolutions qui sortiront de cet atelier. Cet atelier bénéficie de l'appui technique et financier du PNUD à travers le financement du Japon et de l'Union européenne.

UNESCO : Les technologies de l'information et de la communication au service du développement

Dans le but d'encourager l'utilisation, par des jeunes et des femmes, des applications des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le cadre du développement socio-économique, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a participé à la 4e édition de la Semaine de la Science et des Technologies du 17 au 18 avril 2017, un évènement organisé par l'ASBL « Investing in people » en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (EPSP).

Par ailleurs, dans le cadre de son projet « Renforcer les radios locales par les Technologies de l'Information et de la Communication » exécuté avec l'appui financier du Royaume de la Suède, l'UNESCO a organisé à Kinshasa du 11 au 13 avril 2017 un forum national des radios sur les TIC et leur durabilité sous les auspices du Ministère de la Communication et des médias.

Pendant trois jours, les délégués venus de 10 radios bénéficiaires du projet et basées dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu, de l'Equateur, du Kwilu, du Kwango, du Haut Katanga et de Lualaba, de 30 radios locales et associatives de Kinshasa, ainsi que de l'Union Congolaise des Femmes des Médias, de la Fédération de radios de proximité du Congo, de la Confédération des Radios communautaires et de l'Union Nationale de la Presse du Congo ont échangé sur la pérennisation et la durabilité des améliorations apportées par le projet au sein des radios bénéficiaires.

UNESCO : Soutien à la mise en œuvre de l'ODD 4

L'UNESCO apporte son appui technique à l'alignement de la stratégie sectorielle « Education et Formation » de la RDC sur l'objectif de développement durable 4 (Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie). A cet effet, elle organise du 17 au 20 avril 2017 des ateliers qui vont contribuer à la production de données et informations en vue du suivi de la progression vers les indicateurs et cibles de l'ODD 4.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Situation militaire

(Par le Colonel Serge Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La situation sécuritaire dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo (RDC), y compris la ville-province de Kinshasa, a été jugée calme durant la semaine écoulée.

Dans les provinces situées dans la partie centrale de la RDC, notamment le Kasai et le Kasai Central, elle a été jugée imprévisible et tendue, du fait de l'activisme des miliciens Kamuina Nsapu, ayant généré l'insécurité à grande échelle et le déplacement de populations civiles, dans cinq provinces voisines environ.

Dans la province du Kasai, une tension interethnique récurrente liée à l'activisme des miliciens Kamuina Nsapu rapportée dans le territoire de Kamonia entre les communautés Tshokwe-Pende et Lulua-Lubaphones, a provoqué entre les 7 et 12 avril 2017 plusieurs accrochages, et causé de nombreuses victimes ainsi que des déplacements de populations civiles.

Au Kasai Central, des incidents liés aux meurtres, incendies, destructions de maisons et paroisses catholiques perpétrés par des miliciens Kamuina Nsapu, ont été rapportés entre les 11 et 16 avril 2017 dans les localités de Lumpungu, Mangenda, Kalenga Manyi, Kaulu et Ana-Ngoma, provoquant le déplacement de plus de six cents (600) individus vers la brousse.

La MONUSCO maintient sa présence sur le terrain par la conduite d'importantes activités, destinées à lutter contre les violations des droits de l'homme, et à assurer la protection des populations civiles.

Ainsi, le 11 avril 2017, une mission conjointe constituée de membres du Bureau des droits de l'homme et de la Police onusienne de la MONUSCO, a été déployée dans la localité de Luiza, où plusieurs incursions des miliciens Kamuina Nsapu ont été rapportées, dans le but d'évaluer la situation sécuritaire, et de mener des investigations conséquentes.

Le 15 avril 2017, la Force de la MONUSCO, dans le cadre de son mandat de la protection des populations civiles, a assuré avec succès l'escorte de vingt-deux (22) religieuses catholiques dont la sécurité était menacée par des miliciens Kamuina Nsapu, au cours d'une extraction hélicoptérée effectuée de la localité de Bulongo (168 kilomètres au Nord-ouest de Kananga) vers la ville de Kananga.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, la situation sécuritaire a été rapportée relativement calme. Elle est caractérisée par la résurgence de l'activisme des éléments de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) et, la reddition de ses éléments.

En effet, des incidents liés aux pillages et kidnappings perpétrés par des éléments résiduels de la LRA, ont été rapportés pendant la période sous examen dans les localités de Mabadabada (approximativement 22 kilomètres au Nord de Niangara), et dans la région située entre Sukadi et Dingba (45 kilomètres au Nord d'Ango).

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Les troupes coalisées FARDC-MONUSCO déployées dans le secteur, surveillent étroitement la situation sécuritaire dans les localités affectées et demeurent en alerte maximale, en vue d'initier des actions appropriées visant la neutralisation des insurgés.

Par ailleurs, les opérations militaires vigoureuses menées par les Forces coalisées FARDC-MONUSCO dans ces provinces, ont poussé deux (02) éléments de la LRA à se rendre volontairement pendant la période sous examen auprès des équipes du Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réinsertion et Réintégration (DDRRR), basées dans la localité de Bangadi.

En Ituri, les Forces congolaise et onusienne ont fourni des efforts significatifs, en vue de mettre un terme à la recrudescence d'activisme des éléments du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), rapporté dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu.

Des activités négatives liées aux meurtres, pillages et viols ont en effet été menées par des éléments réfractaires du FRPI dans les localités de Ruzinga Mudogo, Sisa, Kamatsi Mudogo, Kanbitatu, Mitego, Lagabo et Kanyangabi.

En soutien à l'armée congolaise, les Casques bleus de la MONUSCO ont repoussé des attaques menées par des éléments du FRPI dans la localité de Ruzinga Mudogo, et mené des patrouilles intensives de longue portée dans la localité de Sisa, dans le but de dissuader d'autres incursions et d'assurer l'évacuation du corps d'un civil tué par les insurgés du FRPI.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire a été jugée globalement calme, mais marquée dans certains territoires par des rivalités liées au contrôle du terrain et aux appartenances ethniques, entre certains groupes armés, ayant conduit à des affrontements dans quelques localités de cette province.

Dans le territoire de Rutshuru, des accrochages entre les éléments du groupe Mayi-Mayi Mazembe et ceux de Nyatura-FDLR (Forces Démocratiques de Libération du Rwanda) ont été rapportés dans les localités de Mozambique et Kahumiro, situées respectivement à 47 et 18 kilomètres au Nord de Tongo et au Sud de Rwindi.

Le 14 avril 2017, dix (10) ressortissants Nande kidnappés par des éléments supposés appartenir à la coalition FDLR-Nyatura dans la localité de Kabuhendo, située à 2 kilomètres de Kibirizi, ont été libérés, et ce, suite à une rencontre intercommunautaire présidée par l'Administrateur du territoire, mais également, à la pression exercée par des patrouilles vigoureuses de domination de terrain menées dans la région par la Force de la MONUSCO.

En conséquence, le 17 avril 2017, plus de quarante (40) familles sont retournées dans la localité de Kishishe, suite à l'amélioration de la situation sécuritaire dans la région.

Dans le territoire de Masisi, des affrontements ont été rapportés entre la coalition des éléments de l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS)-Mayi-Mayi Kifufua-MAC-FAC, et ceux de la Force de Défense Congolaise (FDC) dans les localités de Ngululu, Lutanda et Mukohwa, où des maisons ont été incendiées et des déplacements de civils vers Kazinga et Nyabyashwa rapportés.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Les Forces coalisées FARDC-MONUSCO surveillent étroitement la situation sécuritaire dans cette zone, dans le but d'apporter une réponse appropriée à l'activisme des groupes armés et de protéger les populations civiles.

Au chapitre des redditions dans la province, du 12 avril 2017 à ce jour, deux (02) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux troupes des Forces congolaise et onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **un (01) du groupe Mayi-Mayi Mazembe et un (01) du groupe Mayi-Mayi Nyatura.**

Au Sud-Kivu, en dépit de l'activisme de quelques groupes armés, les Forces onusienne et congolaise maintiennent sous leur contrôle la situation sécuritaire par la conduite des opérations militaires vigoureuses.

Au Tanganyika, la situation sécuritaire est demeurée relativement calme, mais volatile. Les conflits Twa-Bantous et Twa-Byamulenge, demeurent toujours une source de préoccupation majeure quant à la situation sécuritaire dans cette partie du pays.

Des incidents liés aux crimes violents continuent d'être rapportés, malgré leur diminution, due à la mise en application du mécanisme de la Stratégie Opérationnelle de Lutte contre l'insécurité à Kalemie.

Toutefois, les unités de la Force de la MONUSCO continuent de fournir des efforts significatifs dans les zones de leur déploiement, dans le but de mettre un terme aux conflits interethniques, et de restaurer l'autorité de l'Etat dans cette province.

Enfin, la Force de la MONUSCO a maintenu un très haut niveau de patrouilles armées, de jour comme de nuit, et a fourni plusieurs escortes, soit pour évacuer des civils blessés, soit au bénéfice d'Organisations Non Gouvernementales (ONG), pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04